


DEPARTEMENT
<b>V A U C L U S E</b>
CANTON
<b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b>
COMMUNE
<b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b>

PG/LG/PP/CJ/AP/RV  
Direction des Services Techniques  
Secteur Gestion du Domaine Public

REPUBLICQUE FRANCAISE	Envoyé en préfecture le 01/10/2024	
Liberté - Egalité - Fraternité	Reçu en préfecture le 01/10/2024	
	Publié le	

ID : 084-218400547-20240927-ARRDICT2024565-AI

Mis en ligne le 2 octobre 2024

# ARRETE DU MAIRE

**OBJET :** OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC par un échafaudage sur deux pieds avec une interdiction temporaire de circuler sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : rue Dorée au droit du n° 11 pour des travaux de réfection de toiture.  
Du lundi 21 octobre 2024 au vendredi 01 novembre 2024 de 08h00 à 18h00.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

- VU Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2, L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,
- VU Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines des dispositions du dit code,
- VU Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,
- VU La décision DF23-1242 du 20 décembre 2023 visée en Préfecture le 21 décembre 2023 relative à l'instauration de tarifs communaux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024,
- VU La demande formulée par l'entreprise AC2F 174, avenue des Thermes 84100 Orange en date du 26 septembre 2024, instruite par le secteur Gestion du Domaine Public de la Direction des Services Techniques,
- VU L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010 portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,
- VU L'arrêté DAJ 2024-287 du 09 août 2024 visé en Préfecture le 12 août 2024 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7<sup>ème</sup> Adjoint au Maire,
- VU L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,
- VU L'avis favorable du Service Juridique,

**CONSIDERANT** Qu'il convient d'instaurer une occupation du domaine public par un échafaudage sur deux pieds avec une interdiction temporaire de circuler au lieu-dit cité en objet afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

## ARRETE

**ARTICLE 1** Du lundi 21 octobre 2024 au vendredi 01 novembre 2024 08h00 à 18h00 date des travaux, une occupation du domaine public par un échafaudage sur deux pieds avec une interdiction temporaire de circuler sera autorisée au lieu-dit cité en objet pour permettre à l'entreprise AC2F de procéder à des travaux de pose réfection de toiture.

**ARTICLE 2****Prescriptions spéciales :****Le présent arrêté devra être affiché au début de la****Un panneau de Type KC1 « route barrée » sera mis en place au début de la rue.****Un passage sécurisé devra être mis en place pour les piétons.****La zone des travaux devra être sécurisée.****Les abords du chantier devront être nettoyés.****La chaussée devra être rendue à l'identique.****ATTENTION : L'entreprise sera chargée de prévenir les riverains.****ARTICLE 3**

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise AC2F qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise AC2F sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

**ARTICLE 4**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par la communauté de communes chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h/24h pendant toute la durée du chantier est Monsieur SORBIER Christian Tél : 06.65.79.31.53.

**ARTICLE 5**

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

**ARTICLE 6**

L'occupation du domaine public autorisée par le présent arrêté donne lieu au paiement d'une redevance en application de l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Son montant est défini chaque année par une décision du Maire.

**ARTICLE 7****Les droits des tiers sont et demeurent préservés.****ARTICLE 8****Les accès aux propriétés seront préservés.****ARTICLE 9**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

**ARTICLE 10**

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

**ARTICLE 11**

Monsieur l'Adjoint au Maire,  
Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie,  
Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,  
sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Isle sur la Sorgue, le 27 septembre 2024,

~~L'Adjoint Délégué à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,~~

~~M. Ludovic GERMAIN~~